
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 20/3 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.3.58619

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

applications de la sociologie par rapport aux idées socialistes. Des «sociétés de secours mutuel» au «conseil économique et social», les institutions caractéristiques d'une époque trouvent leur fondement théorique: »Unsere zentrale Hypothese ist es nun, daß dieser »gemeinsame soziologische Stamm« wesentlich von der Durkheim-Schule gebildet worden ist, die sich genau in der halb-linken politischen Position ansiedelt, und durch ihre soziologischen Arbeiten diese Position wissenschaftlich zu begründen versucht. Ihre wirtschafts- und sozialwissenschaftliche Kritik richtet sich gegen die Grenzen der ökonomischen und gesellschaftstheoretischen Thesen des klassischen Liberalismus und von Marx und führt zu einer eindeutigen Ablehnung von Sozialdarwinismus und Kollektivismus, die als mögliche soziale und politische Konsequenzen dieser Ansätze deutlich werden« (p. 98). Le troisième chapitre présente le fondement scientifique du solidarisme opéré par Bouglé: il s'agit du cœur du travail. L'auteur éclaire les parallélismes et les divergences entre le solidarisme et la pensée de Rousseau, décrit le triangle production, revenu et consommation, discute le problème de l'interventionnisme de l'Etat, la contradiction de l'égalitarisme et de l'individualisme. Bouglé développe ainsi une théorie de la dette sociale dont il oppose le pragmatisme au modèle trop idéal de contrat social. Il n'hésite pas à entrer dans le détail d'une définition de la valeur qui le conduit à accentuer l'idée de différenciation et à repousser la priorité donnée par Marx au travail industriel. Bouglé, comme Simiand et Halbwachs, insiste volontiers sur la notion de créativité du travail. Pour sauver le travail de la pure aliénation, le solidarisme prône une intervention de l'Etat, notamment dans le domaine du crédit, tout en souhaitant la limiter à une simple régulation. Car les excès de la concurrence ne font souvent que susciter des comportements amoraux et antisociaux. La contradiction entre la structure quantitative de la société, qui est déterminée par la division du travail, et une structure qualitative doit être surmontée. Soucieux de contourner l'écueil d'un totalitarisme jamais désigné comme tel, Bouglé s'efforce de construire des ponts entre l'individualisme et l'égalitarisme. Il opte en fin de compte, sans pour autant renoncer à la scientification du politique, pour un modèle social pragmatique. Le dernier chapitre enfin met en perspective historique l'idéal de la société solidaire: peut-être les échecs de ce modèle sont-ils à mettre en relation avec le fait que la France n'avait pas réussi à la veille de la guerre de 1914 à assurer aux familles ouvrières les moyens d'existence minimum.

Par son idéal mutualiste, son action en faveur des négociations salariales, le solidarisme a pu être désigné par Durkheim comme une sorte de socialisme. »Durkheim und Bouglé erscheinen damit als funktionale Schichtungstheoretiker« (p. 280). Le grand mérite du travail de Gülich est de montrer qu'entre les ambitions théoriques des socialistes français de la fin du siècle et l'empirisme de la politique sociale et économique, il y avait la place pour une réelle science de la société dont un des piliers fut Bouglé, mais une science à l'œuvre, convertie en textes de lois et en institutions économiques qui fournirent l'épine dorsale de la République.

Michel ESPAGNE, Paris

Hartmut KAEUBLE, *Nachbarn am Rhein. Entfremdung und Annäherung der französischen und deutschen Gesellschaft seit 1880*, München (C. H. Beck) 1991, 294 p.

Poursuivant son projet d'une histoire comparée des sociétés européennes entamé dans *Vers une société européenne*¹, Hartmut Kaelble tente le même exercice de manière plus approfondie sur l'évolution des sociétés française et allemande depuis un siècle. Dans son précédent livre, il essayait de démontrer quels pouvaient être les facteurs sociaux de convergence entre les pays qui s'efforcent aujourd'hui de bâtir l'Europe. Ici il adopte un point de vue plus dialectique et explicatif. La mise en miroir des deux sociétés permet de rendre compte des spécificités et des origines des particularités des deux pays si proches et si opposés mais

1 Ed. allemande, Beck, 1987, trad. française, Paris, Berlin 1988, traductions anglaise et italienne, 1990.

surtout, et c'est l'originalité du propos de l'auteur, celui-ci fait l'hypothèse que les tendances sociales de fond renforcent ou au contraire empêchent, selon les périodes, le développement de l'antagonisme entre les deux nations, enjeu central du dernier siècle de l'histoire de l'Europe occidentale.

Ne pouvant traiter l'ensemble de l'histoire sociale des deux pays, H. Kaelble s'est limité à deux coupes chronologiques à un siècle de distance (vers 1880 et vers 1980) et à cinq grands thèmes décisifs pour caractériser les deux sociétés: le processus de changement économique, la famille, la classe dominante, les conflits sociaux, la politique sociale. Même s'il défend l'idée globale d'une différenciation maximale à la fin du XIX^e siècle et d'un rapprochement tendanciel dans la dernière décennie, H. Kaelble a toujours soin, malgré la parfaite symétrie de l'organisation de son exposé, de noter les discordances plus restreintes par rapport au schéma général et de relativiser analogies et différences en les situant dans le cadre plus global des sociétés européennes. Le grand mérite de l'ouvrage est la capacité de synthétiser une masse considérable de données et de travaux parus tant en France qu'en Allemagne ou dans les pays anglo-saxons. S'y ajoute aussi une utilisation originale des témoignages des contemporains qui font parfois saisir des phénomènes insoupçonnés à travers la seule lecture des faits quantifiés: style des relations sociales, habitudes de vie, domaines d'incompréhension des *habitus* nationaux. Le seul problème difficile à véritablement résoudre est celui de l'inégal avancement des recherches selon les thèmes, ce qui rend parfois la comparaison aléatoire. Mais ces lacunes différentes des recherches historiques ou sociologiques en disent long elles-mêmes sur le regard biaisé que les chercheurs d'une société portent sur elle. Ainsi l'insuffisance des travaux sur la bourgeoisie allemande contemporaine de la RFA contraste, selon l'auteur, avec l'attention passionnée des intellectuels français à l'égard de «leurs élites» et renvoie à la tradition du discours intellectuel antibourgeois né au XIX^e siècle autant qu'à une très profonde différence des classes dominantes des deux pays.

Malgré l'ampleur de la matière et la systématisme de son approche, l'ouvrage cherche toujours à coller au plus près du réel et à remettre en cause les schémas passe-partout évolutionnistes (retard/avance, modernité/archaïsme) qui ont trop souvent cours dans le discours ordinaire à visée péjorative ou laudatrice concernant le parallèle entre les deux pays. La première partie souligne combien – abstraction faite du contentieux historique entre les deux nations – les dirigeants mais aussi les peuples vivaient dans des mondes sociaux rendant le dialogue très difficile. L'antigermanisme français comme la gallophobie du Deuxième Reich n'étaient pas seulement l'expression d'idéologies nationalistes (explication tautologique) mais, au-delà, le mode d'affirmation de deux sociétés aux références opposées à tous les niveaux. L'histoire sociale comparée telle que la pratique Hartmut Kaelble renouvelle ainsi la façon classique d'analyser les relations franco-allemandes en reliant mentalités, structures sociales et comportements relationnels.

Le second point à mettre au crédit de ce travail est d'attirer l'attention sur les évolutions sociales récentes convergentes des deux pays dont les opinions publiques, prisonnières des stéréotypes anciens ou victimes de l'information superficielle des médias, n'ont pas conscience le plus souvent. Les domaines où les différences restent les plus marquées sont souvent ceux où un état de fait inverse existait un siècle auparavant: l'Allemagne impériale féconde et la Troisième République malthusienne s'opposent ainsi à une RFA très malthusienne et à une France de la Cinquième République où le discours familialiste reste dominant.

L'inventaire des différences le plus utile concerne toutefois les domaines où une construction européenne volontariste risque d'achopper. Il s'agit des traits culturels de longue durée qui s'inscrivent dans les relations sociales les plus stratégiques. Malgré l'émergence des États providence dans les deux pays (plus précoce en Allemagne, plus unifié en France), les rapports sociaux dans le travail restent foncièrement dissymétriques: l'unité et le poids social réel des organisations syndicales en Allemagne contrastent avec la division des syndicats français et leur dépendance par rapport à l'État; de même, dans l'enseignement supérieur où l'abolition

des frontières perturbera profondément les données initiales, la divergence entre un système centré sur l'université et un système dominé par des filières sélectives sera encore plus sensible.

Parce qu'il limite son tableau final aux années 1980, ce livre lu aujourd'hui, au terme d'une décennie de remise en cause des équilibres européens, suggère une nécessaire enquête systématique comparative non seulement sur les autres nations européennes mais aussi sur les deux riverains du Rhin dont les espaces mentaux et sociaux viennent de changer de dimension depuis que la capitale allemande n'est précisément plus sur le Rhin. La thèse du rapprochement défendue par Hartmut Kaelble en sortirait peut être partiellement remise en question. Par les réponses comme par les interrogations qu'il suggère *Nachbarn am Rhein* démontre la fécondité d'une approche comparative européenne. Il n'y a plus qu'à souhaiter qu'il puisse toucher rapidement un public non uniquement germanophone.

Christophe CHARLE, Paris

Dominique CHAGNOLLAUD, *Le Premier des Ordres. Les hauts fonctionnaires (XVIII^e-XX^e siècle)*, Paris (Fayard) 1991, 398 S.

Im Manuskript der »Erinnerungen« von Alexis de Tocqueville findet sich der Satz: »Ce que nous appelons des faits nouveaux ne sont le plus souvent que des faits oubliés.« Bei seiner Redigierung des Textes strich der Autor den Satz und schrieb an den Rand: »Ceci n'a-t-il pas été dit par d'autres?« Zuweilen erwecken auch Neuerscheinungen aus der Geschichtswissenschaft den Eindruck mangelnder Originalität; bei näherem Hinsehen müssen wir jedoch einräumen, daß ihr Autor in der Tat Sachverhalte formuliert hat, die wir zwar so und nicht anders erwartet hätten, die aber dennoch bisher nicht in vergleichbarer Form auf den Begriff gebracht worden sind.

Ein treffendes Beispiel hierfür bietet die Studie von Dominique Chagnollaud, die den leitenden Staatsbeamten Frankreichs gewidmet ist. Mit Akribie und treffsicherem Einschätzungsvermögen analysiert er eine politische Elite, von deren Einfluß jeder zu wissen glaubt, deren Homogenität nach der Lektüre jedoch von neuem frappiert. Dieser geradezu ordensmäßig organisiert erscheinende und in nahezu allen Bereichen die Umsetzung politischer Entscheidungen prägende Stand verkörpert eine politische Kontinuitäts- und Stabilitätslinie, die sich teilweise von der frühen Neuzeit bis in die Gegenwart hinein nachzeichnen läßt. Er bildet eine für den französischen Staat charakteristische Säule, deren tatsächlicher Einfluß oft unbekannt und deren Erscheinungsbild daher meist unscharf geblieben sind, die aber gleichwohl mit der Aura eines politischen Mythos umgeben ist.

Die ebenso häufig über- wie unterschätzte Gruppe der »hauts fonctionnaires«, die bereits unter dem Ancien Régime zu einer Institution geworden war und alle Umbrüche des 19. und 20. Jh. überdauern konnte, erschien Zeitgenossen wie Historikern in der Regel als die ausschlaggebende Trägerschicht jeder staatlichen Machtausübung. Darin kommt gleichsam ein doppelter Status zum Ausdruck, der zum einen tradiert und zum anderen immer wieder erneuert wurde: Auf der einen Seite zieht diese Personengruppe ihre institutionelle Legitimität aus der Politik- und Sozialgeschichte der französischen Administration; auf der anderen Seite wurde ihre Macht von jeder neuen Regierung bekräftigt, insofern diese ein Interesse daran hatte, vorhandene Einflußmöglichkeiten weiterfunktionieren zu lassen.

Abhängig davon, ob Historiker bisher den französischen Staat stärker nach administrativen oder nach sozialen Kriterien beschrieben haben, stellt ihr Bild der »hauts fonctionnaires« mehr die Züge einer funktionierenden Verwaltung oder die einer wenig kontrollierten Macht in den Vordergrund. Beide Aspekte sind jedoch untrennbar miteinander verflochten. Es handelt sich nicht primär um eine kleine Gruppe Verschworener, deren Aufgaben und Kompetenzen sich über verschiedene Regierungsformen hinweg unverändert erhalten haben und die sich durch eine »protection familiale« (S. 57) gegen personelle Veränderungen von außen zu schützen